

## Dans ce numéro

**DOSSIER**

- Le Groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau

Territoires palestiniens

- Coopération franco-palestinienne sur l'eau

Bassin fleuve Sénégal

- Développement communal et adduction intervillageoise à Yélimané au Mali

L'eau et environnement en Méditerranée

- ISIMM, un dispositif de MedaWater pour une irrigation raisonnée

## éditorial

# Assainissement : il est temps de passer à l'action

L'Année internationale de l'assainissement est lancée. Le défi est immense : 2,5 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à un dispositif d'assainissement. En cette année 2008, différentes régions du monde ont organisé des rencontres sur ce thème (EASAN pour l'Asie de l'Est, LatinoSan pour l'Amérique latine...). Six ans après la première rencontre Africasan de juillet 2002 en Afrique du Sud, les partenaires africains se sont retrouvés pour dresser ensemble le bilan du niveau atteint par l'Afrique en matière de programmes à grande échelle d'amélioration de l'assainissement et de l'hygiène.

La Politique d'Assainissement du Mali rappelle avec force que « le

manque d'assainissement tue et entrave le développement économique ». Si l'engagement politique est fort, il reste à mettre en pratique les idées avancées et sortir du « club » de spécialistes convaincus pour toucher les responsables de l'aménagement du territoire et les milieux financiers. C'est maintenant aux politiques de concrétiser leurs engagements en mettant en pratique les stratégies nationales, quand elles existent, et en appliquant leur déclaration.

Elaborée à Durban lors d'Africasan en février 2008, la récente déclaration « eThekweni », dans laquelle l'ensemble des participants a décidé d'affecter 0,5 % du PIB de leur pays au financement des

programmes d'hygiène et d'assainissement va être un test en la matière. Cet engagement et bien d'autres pris dans ce domaine depuis une vingtaine d'années doivent se traduire par une maîtrise d'ouvrage locale reconnue et épaulée dans sa compétence de gestion et de suivi des services.

Nous insistons pour que les outils de financement expérimentés par divers bailleurs deviennent aussi importants que les aides apportées au plan national.

La volonté des gouvernements des pays en développement doit aussi aller dans ce sens.

*Pierre-Marie Grondin*

# Sommaire

## DOSSIER

### L'Initiative européenne pour l'eau

3. Le GTA, Groupe de travail Afrique-UE  
**Une plateforme commune Etats, institutions internationales et société civile**

### EAU ET ASSAINISSEMENT DANS LES TERRITOIRES PALESTINIENS

7. Coopération décentralisée franco-palestinienne  
**De l'eau... au développement local**

### BASSIN FLEUVE SÉNÉGAL

10. Le Paddy (programme d'appui au développement) de Yélimané au Mali  
**Migrants, municipalité, Sedif et Véolia Waterdev : une logique de mutualisation**

### EAU ET ENVIRONNEMENT EN MÉDITERRANÉE

12. ISIIIMM, un programme euro-méditerranéen de MedaWater  
**Un nouveau dispositif pour la gestion d'une irrigation raisonnée**

### 14.. LES INFOS DU PS-EAU

## Avis à tous les abonnés

L'équipe d'animation du pS-Eau transmet par courrier électronique des informations sur des propositions de financements internationaux en matière d'eau et d'assainissement, des offres de formations spécifiques, des invitations à des rencontres, des résumés ou des documents à télécharger, etc.

Pour recevoir régulièrement ces informations, transmettez-nous vos coordonnées (nom, prénom, fonction, organisme, email professionnel et/ou email personnel, adresse postale, téléphone) à :

pseau@pseau.org

## Gestion intégrée de la ressource et coopération

### Une rencontre initiée par l'Arene IDF, partenaire du pS-Eau

Depuis le début de l'année 2007, à l'initiative de l'Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies (Arène Ile-de-France), un comité d'experts composé de représentants du ministère des Affaires étrangères français et européennes, de l'Agence Française de Développement, de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, du conseil régional d'Ile-de-France, du WWF-France et du pS-Eau, mène une réflexion sur la place de la gestion intégrée de la ressource en eau (GIRE) dans les actions de coopération.



Pour partager les réflexions de ce groupe, l'hémicycle de la région Ile-de-France a accueilli une rencontre, le 13 novembre 2007, sur le thème de la gestion intégrée de la ressource en eau dans les actions de coopération. Cette rencontre, impulsée par l'Arene IDF et le WWF-France a permis, autour de trois études de cas (Niger, Maroc et Madagascar), de présenter des approches différentes de gouvernance, de partage et de préservation de la ressource. Les interventions de Francis Bougaïré, directeur de l'hydraulique du Burkina-Faso invité comme grand témoin, devant un public d'acteurs de la coopération, de l'environnement et d'opérateurs divers, ont ponctué des débats riches d'enseignements.

Les questions des enjeux de la GIRE et de son financement ont fait l'objet d'une table ronde regroupant les principaux acteurs concernés : Communauté européenne, ministère des Affaires étrangères et européennes, Agence de l'eau Seine-Normandie, pS-Eau, Fondation Ensemble, et Ville de Paris.

Cette rencontre était en priorité destinée aux acteurs (élus, opérateurs, techniciens) chargés de coopération décentralisée.

Les Actes de la rencontre sont téléchargeables sur le site de l'Arene IDF : [www.areneidf.org/rubrique coopération](http://www.areneidf.org/rubrique_coopération).

- Denis Dangaix : [d.dangaix@areneidf.org](mailto:d.dangaix@areneidf.org)
- Sarah Gillet : [sgillet@wwf.fr](mailto:sgillet@wwf.fr)

# L'Initiative européenne pour l'eau

## Le GTA, Groupe de travail Afrique-UE

### Une plateforme commune entre Etats, institutions internationales et société civile

**Un partenariat stratégique Afrique-UE pour l'eau et l'assainissement a été lancé à Johannesburg en 2002. Il est depuis mis en œuvre par la composante Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau (EU Water Initiative, EUWI). Son but est d'apporter une contribution effective à l'atteinte des OMD pour l'eau et l'assainissement. Résumé des initiatives conduites en 2007 et perspectives 2008.**

Le GTA, groupe de travail Afrique (Africa working group, AWG), mis en place par le partenariat Afrique-UE fonctionne comme une plate-forme commune de dialogue sur les questions liées à l'eau. Il compte aujourd'hui 145 membres, composés de représentants du comité technique du Conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW-TAC), d'Etats membres de l'UE, de la Commission européenne (CE), de la société civile et du secteur privé.

Après celles de Ouagadougou en avril et de Stockholm en août dernier, la dernière réunion annuelle du GTA a réuni 66 personnes à Paris les 4 et 5 décembre 2007, au ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE). Elle a permis de faire le point sur le mode de fonctionnement du groupe et sur les activités mises en œuvre en 2007, sous la coprésidence du Congo Brazzaville et de la France.

Elle a également permis de discuter du plan d'action pour l'année 2008, où la coprésidence pour le côté européen sera assurée par le Royaume Uni, la coprésidence afri-

caine devant être transférée courant 2008 à l'Afrique du Sud.

Dès 2006, dans la poursuite de la mobilisation française à Mexico, les acteurs français ont souhaité que l'assainissement soit reconnu comme un sujet capital par la communauté internationale. Avec l'appui du Japon et de l'Allemagne, cette mobilisation a conduit à la déclaration, par les Nations unies, de l'Année internationale de l'Assainissement (AIA) en 2008. C'est donc logiquement que l'assainissement a été retenu comme thème prioritaire dans le plan de travail du GTA pour 2007. Les débats sur ce thème au sein du GTA se sont engagés en avril 2007 à Ouagadougou.

#### **Assainissement : quand l'inaction tue**

Durant la réunion de Stockholm en août 2007, les discussions se sont focalisées sur la question du financement de l'assainissement, identifiée comme un élément-clé à Ouagadougou. Le pS-Eau a coordonné les activités relatives à cette thématique au sein du GTA durant l'année 2007.

Lors de la réunion de Paris du GTA en décembre 2007, le pS-Eau a présenté les résultats de la conférence électronique organisée en novembre. Autour d'un titre mobilisateur « Assainissement : quand l'inaction tue », les sessions successives ont permis des échanges sur les thèmes suivants : comment mettre en place des politiques d'assainissement efficaces ; comment renforcer et soutenir les collectivités locales pour faire face aux défis du développement des services d'assainissement ; comment financer les infrastructures et le service d'assainissement.

Cette initiative a connu un franc succès : plus de 100 participants enregistrés dont deux tiers originaires d'Afrique anglophone et francophone, plus de 49 contributions de 33 contributeurs différents et un excellent niveau d'échange et de circulation d'idées nouvelles. Le résumé restituant les messages principaux sur les trois thèmes débattus est disponible en téléchargement sur le site Internet du pS-Eau<sup>1</sup> et sur

celui de l'Initiative européenne<sup>2</sup>.

Le GTA souhaite maintenir en 2008 la mobilisation engagée sur l'assainissement. Les produits issus de la conférence électronique constituent un matériau important à valoriser dans le cadre des différents événements prévus en Afrique et dans les enceintes internationales pour marquer l'année internationale de l'assainissement.

AfricaSan, la première rencontre d'importance en Afrique sur l'assainissement, s'est tenue du 18 au 20 février à Durban, Afrique du Sud (voir encadré p. 5). Elle sera suivie, du 26 au 28 mars 2008, par la première édition de la Semaine africaine de l'eau organisée à Tunis par la BAfD et AMCOW. Cette réunion, réunissant entre autres les ministres de l'Eau et des Finances africains, sera l'occasion pour le GTA de tenir la première réunion plénière du groupe en 2008 et communiquer sur l'assainissement. Une déclaration commune Afrique-Europe est pour ce faire en cours d'éla-

<sup>1</sup> [www.pseau.org/EUWI/AWG/e-conference-sanitation/Synth\\_Econf\\_FR.ppt](http://www.pseau.org/EUWI/AWG/e-conference-sanitation/Synth_Econf_FR.ppt)

<sup>2</sup> [www.euwi.net](http://www.euwi.net)

laboration, à partir des messages prioritaires ressortant entre autres de la conférence électronique de 2007. Elle s'adresse en priorité aux décideurs politiques et devra donc être à la fois brève et percutante pour être entendue. Une première version de la déclaration sera présentée. Les commentaires qu'elle suscitera permettront de disposer de la déclaration pour les autres réunions de l'année, où le GTA organisera une rencontre à haut niveau pour la promouvoir. La Commission du développement durable des Nations unies en mai 2008 pourrait être l'occasion de son lancement.

### Une cartographie de l'aide européenne dans le secteur de l'eau

Durant la réunion du GTA à Paris en décembre 2007, Paul van Koppen (IRC) a présenté les premiers résultats de la cartographie de l'aide européenne dans le secteur eau et assainissement en Afrique, un des chantiers les plus ambitieux actuellement menés par le groupe de travail Afrique.

Suite à la réunion du GTA à Stockholm, une étude avait été lancée dans le but d'établir une vue d'ensemble des investissements actuels et futurs de l'Union européenne (états membres + Commission) dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement et de la GIRE.

La valeur ajoutée spécifique de cette « cartographie » réside dans la grande précision de l'information collectée, détaillée par sous-secteurs et selon les mécanismes de financement. En effet, les données actuellement collectées par le CAD de l'OCDE ne permettent de répondre que partiellement aux préoccupations sectorielles que les décideurs et financiers interpellés sur le secteur de l'eau.



Guillaume Aubourg

**Au Burkina Faso, l'Onca encourage les branchements domiciliaires. Dans de nombreuses localités, les populations se rendent à une borne-fontaine ou font appel au service d'un charretier qui assure la desserte à domicile.**

Par exemple, les codes existants classent d'un côté les volumes d'aide destinés aux projets d'eau et d'assainissement à petite échelle et d'un autre ceux destinés aux projets à grande échelle. Il n'existe pas de code spécifique pour mesurer les efforts consentis pour la gestion intégrée des ressources en eau. C'est pourquoi des contacts ont été établis avec le CAD de l'OCDE pour garantir la complémentarité des procédures statistiques en vigueur, utiliser les données existantes et réfléchir, à moyen terme, à la pertinence de leur classification.

Les résultats de la démarche vont contribuer à une meilleure efficacité et une plus grande transparence de l'aide. Dès Stockholm, le GTA a travaillé en étroite collaboration avec UN-Water, qui venait de démarrer la préparation de son premier Rapport annuel mondial. Ce rapport vise à rendre compte de tous les flux consacrés au finan-

cement des deux sous secteurs de l'eau et de l'assainissement. Il détaillera ainsi les financements nationaux, la contribution des ménages ou encore les financements consentis par les bailleurs de fonds internationaux, sous les deux angles des pays donateurs et des pays récipiendaires.

Un questionnaire commun au GTA et à UN-Water a été établi et validé par l'OCDE. Accompagné d'une note explicative et d'un glossaire, il a été adressé aux directeurs généraux de la coopération aux experts Eau de tous les Etats membres européens, ainsi qu'à la Commission européenne. Les premiers résultats de la cartographie de l'aide européenne sur l'eau du GTA ainsi que la première édition de l'évaluation mondiale annuelle de UN-Water seront présentés à la Commission du développement durable des Nations unies (CDD16), en mai 2008 à New-York.

La CDD16 sera une réunion

## AfricaSan 2008

### L'ASSAINISSEMENT, UNE PRIORITÉ POUR L'AFRIQUE

Six ans après la première rencontre Africasan (Conférence africaine sur l'hygiène) de 2002, les acteurs du secteur de l'assainissement se sont retrouvés du 18 au 20 février dernier à Durban pour dresser un bilan et prendre les engagements susceptibles d'avancer dans ce domaine.

Au final, les objectifs, notamment politiques, de AfricaSan ont largement été atteints. Ce sont en effet 32 pays africains, à travers leurs ministères ou services nationaux en charge de l'assainissement, qui reconnaissent unanimement que d'une part, un million d'Africains meurent chaque année de maladies liées au manque d'assainissement, et que d'autre part les conséquences sociales, sanitaires, humaines et environnementales liées au manque d'assainissement sont un frein majeur au développement économique du continent.

Face à ce constat alarmant, les différents ministères en charge de l'eau se sont accordés sur trois engagements d'envergure, figurant dans la déclaration de eThekweni. Le premier engagement vise l'adoption et la mise à jour (lorsqu'elles existent déjà), de politiques nationales pour l'hy-

giène et l'assainissement, dans un délai de 12 mois après l'édition 2008 d'AfricaSan. Chaque politique nationale doit être accompagnée d'un plan d'actions national dimensionné en vue de l'atteinte des OMD en 2015.

Un second engagement majeur susceptible de redessiner le paysage institutionnel de l'assainissement et d'en améliorer grandement l'efficacité, est que chaque pays se dote d'une institution unique pour la coordination du secteur, capable de fédérer tous les acteurs concernés des secteurs de la santé, de l'eau, de l'éducation, du genre, de la gouvernance locale et de la finance.

Enfin, le dernier engagement qui vise un passage effectif à l'action consiste à doter le secteur de l'hygiène et de l'assainissement d'un budget spécifique. Une recommandation a été formulée pour que les montants alloués correspondent, au minimum, à 0,5% du PIB.

#### Contact

[www.africasan2008.net](http://www.africasan2008.net)

mise en œuvre de la GIRE, seront évaluées par d'autres canaux.

### Perspectives 2008 : renforcer les composantes régionales de l'IEE

Le forum Multi-Acteurs 2007 de l'Initiative européenne pour l'eau s'est tenu durant la semaine mondiale de l'eau de Stockholm. La première session, après l'examen du rapport annuel provisoire des activités de l'IEE, a conduit à adopter des propositions pour le renforcement de l'IEE. Il s'agit notamment de : rendre aux composantes régionales leur rôle de moteurs de l'IEE (Afrique, Méditerranée, Amérique latine et Europe de l'Est-Caucase-Asie centrale) ; adopter une approche par la demande pour mettre en place des dialogues pays qui soient véritablement conduits par les acteurs concernés ; améliorer la transparence et la responsabilité de l'IEE vis-à-vis de ses partenaires régionaux, de ses membres et de l'Union européenne (révision du groupe de coordina-

importante à l'échelle internationale. En plus des sujets principaux de cette session<sup>3</sup> (agriculture, développement rural, désertification...), un point de l'ordre du jour sera en effet consacré au suivi des recommandations de la CDD13 de 2005, qui portaient sur l'eau, la GIRE et l'assainissement et reprenaient un certain nombre des engagements de la communauté internationale depuis 2000 (OMD, G8 d'Evian notamment).

C'est la première fois qu'une évaluation des recommandations émises lors de sessions précédentes est programmée. C'est pourquoi les données collectées grâce à l'exercice commun IEE/GTA et UN Water seront également partagées avec le groupe de travail chargé du rapport européen sur le suivi de la CDD13,

groupe piloté par le ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables (MEDAD). Elles permettront de

répondre aux questions relatives aux engagements financiers dans le secteur de l'eau. Les autres questions, notamment celles sur la



Guillaume Aubourg

Latrines modernes ventilées, complètes par un système de lave-mains. Un équipement à promouvoir dans les lieux publics (école, marché, gare routière etc.).

<sup>3</sup> : Voir : [www.un.org/esa/sustdev/csd/review.htm](http://www.un.org/esa/sustdev/csd/review.htm)

L'entretien des équipements publics : un enjeu majeur. Curage manuel des caniveaux d'évacuation des eaux pluviales à Bamako.



Guillaume Aubourg

tion au sein de la Commission européenne). Sur ces bases, augmenter l'engagement de l'IEE reste un objectif essentiel. La seconde session du forum a été l'occasion de présenter les stratégies et plans d'action des groupes de travail EECCA, Méditerranée et Afrique. La version provisoire du bilan à mi-parcours de la Facilité européenne pour l'eau a suscité un vif débat. A ce jour, la décision sur le maintien ou non de la Facilité n'est pas encore tranchée.

Outre la poursuite des activités sur l'assainissement et la cartographie de l'aide européenne sur l'eau, le GTA continuera à avancer sur la question des ressources en eau transfrontalières, l'évaluation des dialogues pays, la coopération entre le Groupe Afrique et le Groupe Finance (voir encadré). Il sera attentif à l'évolution de la Facilité africaine de l'eau et à l'état d'avancement de la Facilité européenne pour l'Eau (FEE). Le plan de travail 2008 sera prochainement disponible sur le site de l'IEE.

En 2008, le groupe sera animé, comme les années précédentes, par un groupe exécutif restreint impliquant les représentants

de la CE pour le côté européen, ceux des coprésidents sortants (France), actuels (Royaume Uni) et entrants (Autriche) et enfin pour le côté africain, par les représentants de l'AMCOW-TAC, en particulier les coprésidents actuels (Congo Brazzaville) et entrants (Afrique du Sud). De manière générale, le GTA souhaite répondre à une demande de ses membres pour une plus forte participation des représentants africains et s'appuiera plus fortement sur le réseau régional de l'AMCOW-TAC dans le cadre de la nouvelle gouvernance de l'AMCOW et de ses liens resserrés avec l'Union africaine.

#### Pour en savoir plus

- Sur l'Initiative européenne pour l'eau (IEE) : [www.euwi.net](http://www.euwi.net)
- Sur le GTA : pour adhérer ou avoir accès à l'espace réservé sur le site de l'IEE, contacter Coline van der Ven ([ven@irc.nl](mailto:ven@irc.nl))

#### Contacts

- Véronique Verdeil, MAEE : [veronique.verdeil@diplomatie.gouv.fr](mailto:veronique.verdeil@diplomatie.gouv.fr)
- Christophe Le Jallé, pS-Eau : [le-jalle@pseau.org](mailto:le-jalle@pseau.org)
- Bruno Valfrey-Visser, Hydroconseil : [valfrey-visser@hydroconseil.com](mailto:valfrey-visser@hydroconseil.com)
- Andy P. Cotton, WDEC pour DFID : [a.p.cotton@lboro.ac.uk](mailto:a.p.cotton@lboro.ac.uk)

### LE GROUPE DE TRAVAIL FINANCE (GTF) DE L'INITIATIVE EUROPÉENNE, PARTENAIRE DU GTA

En 2007, les travaux du GTF ont porté sur l'harmonisation des stratégies de financement dans les pays partenaires et sur la définition des bonnes pratiques. Les résultats essentiels ont été une réunion d'experts à Paris, avec l'OCDE et le Programme Eau et Assainissement (Water and Sanitation Program), sur « Les outils alternatifs et les méthodologies d'aide au dialogue politique sur les stratégies de financement de l'eau et de l'assainissement » autour du rapport « Développer les stratégies de financement pour l'eau et l'assainissement » commandé par le GTF en 2007. Le GTF a également collaboré avec le Partenariat Global pour l'Eau (Global Water Partnership, GWP), son institution hôte à Stockholm, sur une série d'ateliers régionaux sur le financement du secteur de l'eau, dont l'un a été organisé à Ouagadougou avant la réunion du GTA.

Il est bon de rappeler que le GTF est actif dans de nombreux pays africains. Un important travail vient juste d'être achevé au Mozambique avec le WSP. A la suite des réunions de Ouagadougou et de Stockholm, trois pays africains sont intéressés pour une collaboration sur les stratégies de financement : le Ghana, le Lesotho et le Burkina Faso, où une étude doit être lancée début 2008.

2008 devrait voir une intensification de la collaboration entre le groupe Finance et le groupe Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau, avec un objectif de renforcer le travail partenarial avec les pays africains et les synergies entre les thématiques abordées. En particulier, et pour tenir compte de la demande émanant des partenaires à ce sujet, les discussions sur le financement du secteur de l'eau devront de plus en plus s'élargir au-delà des thèmes de l'accès à l'eau et à l'assainissement pour inclure la question du financement de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

**Contact :** [vanessa.celosse@euwi.net](mailto:vanessa.celosse@euwi.net)

## Coopération décentralisée franco-palestinienne

## De l'eau... au développement local

**La ville de Tubas, au nord-est de la Cisjordanie, connaît de graves problèmes d'alimentation en eau potable. L'Association de coopération entre acteurs du développement (ACAD), les communes de Saint-Pierre d'Aurillac, Fargues de Langon en Gironde, l'Agence de l'eau Adour Garonne et la commune palestinienne de Tubas unissent leurs efforts depuis 2006 pour améliorer cette situation préoccupante.**

La situation politique que connaît aujourd'hui la Palestine s'est détériorée depuis les précédentes Assises organisées en juillet 2000, rendant encore plus difficile la vie quotidienne des habitants de Tubas et de son district. Chacun sait que le problème de l'eau est crucial dans de nombreux pays du monde qui connaissent pénurie, pollution et maladies hydriques : mais si l'eau est rare pour les Palestiniens, c'est avant tout parce que cette ressource naturelle leur est confisquée depuis 40 ans.

Détournées, pour permettre l'alimentation des villes et le développement de l'industrie et de l'irrigation israéliennes, à peine 25 % des eaux du Jourdain parviennent dans les territoires palestiniens. La situation est encore plus marquée pour les eaux souterraines : 80 % des eaux des nappes sont dévolues à Israël contre 20 % aux populations palestiniennes alors que ces nappes sont situées à 75 % sous le territoire de la Cisjordanie. La construction du Mur, engagée en 2002, aggrave encore cette situation puisque près de 40 puits d'eau souterraine



**Vue de Tubas, en Cisjordanie.** Détournées, à peine 25 % des eaux du Jourdain parviennent dans les territoires palestiniens, tandis que 20 % seulement des eaux des nappes souterraines de ce pays sont dévolues aux populations.

ont été confisqués, entraînant une perte de près de 7 millions de m<sup>3</sup> pour les Palestiniens.

Située au centre d'une région (district) d'environ 60 000 habitants, constituée de villages et de bourgs clairsemés, la ville de Tubas,

où résident 24 000 habitants, s'étend sur des collines dominant de petites vallées agricoles, principalement à vocation maraîchère.

La difficulté d'alimenter en eau la population, tant en quantité qu'en qualité, est une des principales pré-

occupations de la municipalité. Suite à une relation nouée depuis plusieurs années avec des Tubassiss, l'Association de coopération entre acteurs du développement (ACAD), une ONG française, accompagne un des programmes d'action.

## dans les territoires palestiniens



ACAD

**Château d'eau de Toubas.** Une conduite de 4 150 m doit relier le nouveau forage à l'adducteur actuel et assurer l'alimentation du château d'eau, situé à 300 m.

La ville est desservie à partir du forage d'Al Faa'ra qui capte, à 90 m de profondeur, une eau fortement chargée en nitrates (120 mg/l). Pour alimenter le château d'eau, la municipalité doit parfois faire appel, à grands frais, à des sources privées.

Le réseau d'eau potable dessert 90 % des habitants de Tubas. Les fuites sont nombreuses dans ce réseau vétuste construit dans les années 60. Les habitations les plus récentes ne sont pas raccordées. L'eau n'est distribuée qu'une fois par semaine en moyenne, voire tous les 15 jours l'été. Pour palier cette difficulté, les habitations sont équipées de réservoirs, installés sur les toits terrasses. Le prix de l'eau, progressif, est fixé selon un barème qui pénalise les fortes consommations afin d'inciter la population à l'économie.

### Un projet ambitieux

Un nouveau forage, réalisé en 2006, a pour objectif d'améliorer à moyen terme la situation, pour peu que des financements externes permettent de raccorder Tubas à cette nouvelle ressource. Le forage de Tammoun, réalisé par l'Au-

torité palestinienne de l'eau (PWA), a ainsi été inauguré en juin 2006.

Le projet de coopération entre l'ACAD et la municipalité de Tubas, signé fin 2006, consistait à permettre l'utilisation la plus rapide possible des nouvelles capacités de ce forage par l'ensemble des habitants de la ville et à alimenter le réseau existant du bourg voisin de Tayaser. Pour cela il fallait que le projet puisse être réalisé dès 2007, constituant ainsi l'élément déclenchant, véritable «laboratoire du partenariat», d'un programme de coopération décentralisée plus ambitieux avec la ville de Tubas.

Une conduite de 4 150 m devait permettre de relier le nouveau forage à l'adducteur actuel et d'assurer l'alimentation du château d'eau, situé 300 m plus haut, au moyen d'une pompe. Le débit régulier de 120 m<sup>3</sup>/h et la profondeur de ce forage, de 406 m, ouvrant la perspective pour la ville de Tubas et le bourg de Tammoun d'un approvisionnement régulier (2 à 3 fois par semaine, toute l'année) en eau de meilleure qualité (l'objectif est un taux de nitrates d'environ 40 mg/l, conforme aux normes de l'OMS).

Il devait permettre aussi de desservir Tayaser (3 000 habitants),

dont le réseau de distribution, construit depuis 10 ans, n'est toujours pas alimenté.

### Une action soutenue par l'Agence de l'Eau

Sur la base de ce premier projet, l'ACAD a recherché un partenariat de coopération décentralisée qu'elle a trouvé avec l'implication de deux communes d'Aquitaine : Saint-Pierre d'Aurillac et Fargues de Langon (déjà en relation avec le camp de Al Quarara à Gaza) et avec le soutien de l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

La municipalité de Tubas assure la maîtrise d'ouvrage de ce projet et PWA supervise le suivi technique des travaux. Le consulat général de France à Jérusalem a apporté tout son appui à ce projet, dont le coût global, intégrant la formation des agents communaux et les actions d'éducation à l'hygiène et à la santé de la population, s'élève à 240 000 €. L'aide apportée par l'Agence de l'eau Adour Garonne (192 000 €) représente 80 % de ce

montant. Le complément est apporté par la ville de Tubas et ACAD.

Compte tenu des délais nécessaires à l'ACAD pour mettre en place le partenariat politique et financier, la municipalité de Tubas a recherché et obtenu plus rapidement par elle-même des financements internationaux pour cette première tranche de travaux. En mars 2007, l'ACAD, en accord avec l'Agence de l'Eau Adour-Garonne, a étudié lors d'une mission avec les services techniques de la mairie, les travaux nécessaires à une deuxième phase du programme global de réalisation du réseau d'eau de Tubas, sur laquelle seraient reportés les financements accordés.

Les efforts conjugués des acteurs de coopération français et le dynamisme de la municipalité de Tubas ont permis de mettre en œuvre deux phases en une seule année... et de démontrer clairement la solidité du partenariat et les capacités à avancer vers un programme plus conséquent. Suite à la réalisation des précédents travaux, le « nouveau projet » a consisté à :

**Membre de pS-Eau, de l'AITEC, de l'AdP et de la Coalition Eau**

### l'ACAD (ASSOCIATION DE COOPÉRATION ENTRE ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT)

Créée en mars 1997, l'ACAD regroupe des professionnels de l'urbain (architectes, urbanistes, ingénieurs, spécialistes de l'insertion et du logement, etc.) agissant bénévolement au plan international.

Elle intervient en Amérique latine, en Afrique de l'Ouest et du Nord, au Moyen-Orient où elle entend participer à l'émergence et au renforcement des opérateurs locaux en soutenant la réalisation de leurs projets de développement urbain/sociaux. Son objectif est d'aider à la constitution de nouveaux rapports de coopération entre les habitants et leurs représentants, les pouvoirs publics, les acteurs économiques et sociaux et les organismes internationaux.

L'action de l'ACAD a été soulignée lors du Sommet de Johannesburg, au sein du « Water-Dome » pour son projet de réhabilitation d'un quartier de bidonville à Buenos-Aires.

- construire un réservoir de 1 000 m<sup>3</sup>, sur un terrain appartenant à la ville de Tubas, situé à une altitude de 553 m et à mettre en place l'ensemble des éléments permettant le fonctionnement et le contrôle dudit réservoir ;
- réaliser la conduite primaire de 825 m d'un diamètre de 60 pouces reliant le réservoir existant situé à une altitude de 478 m au nouveau réservoir décrit ci-dessus, mettre en place tous les éléments permettant les raccordements aux réservoirs ;
- installer une pompe de refoulement permettant d'alimenter le nouveau réservoir à partir du réservoir existant ;

En 2007, plusieurs rencontres en Gironde et à Tubas entre les maires et leurs équipes, l'ACAD, l'Agence de l'eau, ainsi que les habitants des communes, ont permis :

- la visite et le bilan des projets engagés ;
- la visite d'un certain nombre d'opérations et des échanges très fructueux liés aux questions de l'eau potable, de l'assainissement et de la gestion de l'eau en milieu agricole (en France et en Palestine) ;
- la finalisation d'un travail conjoint sur le cadre et les contenus d'un projet triennal (2008-2010) ainsi que les actions complémentaires de coopération qui seront



ACAD

- réaliser une alimentation électrique (400 m) du site de l'ancien château d'eau permettant d'alimenter les pompes de refoulement.

## Une démarche locale, à vocation globale

A ce jour, l'ensemble des travaux sont terminés. Ils devraient permettre un approvisionnement plus régulier en eau potable, une ressource globale en eau assurée en qualité et quantité tout au long de l'année.

menées (eau, assainissement, électricité, agriculture, gestion communale) ;

- la rencontre entre l'Agence de l'eau Adour Garonne et la PWA, et l'élaboration du texte d'une convention, qui sera signée début 2008

Ce premier projet sur le thème de l'eau en 2007 a permis de conforter le partenariat. Celui-ci a permis l'amorce d'une réflexion sur le district de Tubas, portant plus globalement sur la conception d'un « plan de développement local » et la mise en œuvre de projets sur l'urbanisme (élaboration d'un plan

## LA COLLABORATION DE L'ACAD ET DE L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

« Ce projet a démontré tout l'intérêt pour les divers partenaires : municipalités, organismes publics, ONG palestiniennes et françaises, de s'appuyer sur une association telle que l'ACAD qui, sans être spécialisée dans un domaine technique particulier, est capable de s'adapter, de trouver en son sein les compétences nécessaires, de jouer au quotidien un rôle de fédérateur, parfois de médiateur, souvent de moteur, et d'apporter sa vision globale de « la cité » dans toutes ses dimensions, matérielles et humaines. »  
Alain Dutemps, conseiller auprès du directeur de l'agence de l'eau Adour-Garonne

d'occupation des sols), l'assainissement individuel et/ou collectif (la ville ne dispose d'aucun assainissement), le renforcement de l'alimentation en eau potable (extension du réseau et rénovation des

districts de la zone Nord de la Cisjordanie).

Compte tenu des enjeux stratégiques et financiers, elle devra nécessairement impliquer d'autres partenaires palestiniens (PWA, Association palestinienne des autorités locales) et français (Agence Française de Développement, autres collectivités locales engagées dans cette zone, Electriciens sans Frontières), etc. Le financement du programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'Union européenne ainsi que le Programme de développement municipal (AFD) seront sollicités pour donner les moyens à cette ambition...

D'autres actions et partenariats sont en outre développés dans les territoires palestiniens :

- la coopération entre les villes palestiniennes de Qalqilya, Djenin et Toulkarem et le département de Seine-Saint-Denis.

- le partenariat Aqabat Jabr et la ville de Besançon, autour de la rénovation du réseau d'eau et d'assainissement.

Un travail conjoint sur le cadre et les contenus d'un projet triennal (2008-2010) ainsi que des actions complémentaires entre l'Agence de l'eau, Adour Garonne et l'Autorité palestinienne de l'eau, permettront l'élaboration d'une convention de collaboration qui sera signée en 2008.

tronçons défectueux), l'électricité (amélioration et extension du réseau), la mise en place de structures juridiques de gestion de l'eau (syndicat intercommunal...), ainsi que des actions liées à une meilleure implication des populations.

Issue de cette première action, la coopération renforcée entre l'Agence de l'eau Adour Garonne et l'Autorité palestinienne de l'eau (PWA) s'insère également dans la démarche actuelle des autorités palestiniennes qui vise la prise en compte d'un espace géographique plus vaste (action sur les 6

### Contacts

- Mireille Murawski, ACAD : [acad2@wanadoo.fr](mailto:acad2@wanadoo.fr)
- Alain Dutemps, Agence de l'eau Adour-Garonne : [alain.dutemps@eau-adour-garonne.fr](mailto:alain.dutemps@eau-adour-garonne.fr)

## Le Paddy (Programme d'appui au développement durable) de Yélimané au Mali

# Migrants, municipalité, Sedif et Véolia Waterdev : une logique de mutualisation

Depuis plus de vingt ans, la ville de Montreuil mène une politique de coopération avec le cercle de Yélimané, dans la région de Kayes, au Mali. Avec les associations de ressortissants maliens de la ville, la municipalité a créé en octobre 2004 le Programme d'appui au développement durable de Yélimané, le Paddy. Celui-ci entend lutter contre la pauvreté, améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie des populations locales.

L'accès à une eau propre et potable est une question centrale dans l'atteinte des objectifs du Paddy (programme d'appui au développement durable), mis en place par la municipalité de Yélimané, près de Kayes au Mali. Pour aboutir, le volet « hydraulique villageoise » de ce programme a été confié à Véolia Waterdev.

La première étape du Paddy, conduit sur deux ans, a consisté pour l'équipe Véolia Waterdev, avec l'appui du programme Solidarité Eau, à procéder à une évaluation précise des besoins actuels en adduction d'eau à Yélimané et à concevoir les réponses adaptées, notamment en facilitant des partenariats opérationnels pour satisfaire la demande des populations.

À la suite de cette étude, un programme de renforcement des capacités locales de gestion technique et financière de réseaux, dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage communale conforme à la stratégie nationale du Mali, a été défini sur plusieurs sites. Les différents projets comprennent égale-

ment un volet « travaux », nécessaire à l'optimisation du fonctionnement des infrastructures. L'ensemble du programme est financé pour trois ans par le programme Solidarité Eau du Sedif (Syndicat des eaux d'Île-de-France), la fondation Véolia Environnement et les associations de ressortissants maliens des villages concernés.

### Réhabilitation/extension du réseau historique

Le premier chantier a débuté fin 2006. Il s'est concentré sur la réhabilitation et l'extension du réseau d'eau potable de Yélimané, chef-lieu du cercle. La réhabilitation a porté sur tout le renouvellement de tout le réseau primaire "historique" (1956), de quelque 6 km, composé de quinze bornes-fontaines et de plus de soixante-dix branchements particuliers, ainsi que des travaux de réhabilitation du forage actuel et de ses commandes. Dans le même temps, le réseau de distribution a été étendu aux trois villages

### RÉHABILITATION ET EXTENSION DE L'ADDITION D'EAU DE YÉLIMANÉ

- Maître d'ouvrage: la commune de Guidimé
- Appui à la maîtrise d'ouvrage : ville de Montreuil et l'ADDY
- Maître d'œuvre travaux : Véolia waterforce-waterdev
- Maître d'œuvre social : l'ONG Eau Vive
- Partenaires financiers: Fondation Véolia Environnement, Syndicat des Eaux d'Ile-de-France, Associations des ressortissants de Yélimané en France, Association pour le développement du Grand Yélimané, KfW
- Partenaires techniques : direction régionale de l'Hydraulique et de l'Energie, Programme Solidarité Eau (pS-Eau), Véolia Waterforce-waterdev, Comité de gestion de l'adduction d'eau potable de Yélimané, GIE Assistance aux adductions d'eau potable (2AEP), entreprises locales

limitrophes voisins du Grand Yélimané (Yélimané Sébé, Dougoubara, Diadji) avec deux nouvelles bornes-fontaines par site.

Une fois passé le délai de garantie, chaque usager pourra faire une demande de branchement auprès du comité de gestion, à ses frais et selon une procédure bien établie. Cette augmentation

de la consommation a nécessité la mobilisation d'une nouvelle ressource sur les conseils de la direction régionale de l'hydraulique de Kayes. Les partenaires techniques ont alors pu compter sur un forage réalisé quelques mois auparavant dans le cadre du programme national "Mobilisation de la ressource en eau" (PMRE), pris en charge sur

financement de la coopération financière allemande (KfW). Enfin, un poste de chloration a été installé sur l'adduction qui dessert maintenant 6 000 personnes.

Pour chacune de ces opérations, des volontaires Véolia Waterdev sont envoyés sur le terrain pour superviser le déroulement du chantier aux côtés de l'entreprise locale retenue. La participation des populations locales a également été décisive pour ces travaux qui ont confirmé la mobilisation des jeunes des quatre villages concernés pour l'ouverture et le remblaiement des fouilles.

## Répartir les responsabilités entre communes

Véolia Waterdev a également mis l'accent sur la pérennisation des actions et s'est entouré d'opérateurs locaux pour l'ingénierie sociale du programme. L'ONG Eau Vive en France et à Bamako ainsi que le GIE 2AEP basé à Kayes ont mené durant plusieurs mois avant, pendant et à l'issue des travaux, le travail auprès des bénéficiaires directs et indirects dans l'appropriation et la maîtrise de ces ouvrages. Les équipes d'animateurs sur le terrain ont retenu quatre axes de travail :

- appui au renforcement des capacités organisationnelles des structures de gestion. Cela s'est traduit par la recomposition de l'association des usagers afin de veiller à représenter l'ensemble des habitants des nouveaux villages ;

- appui au renforcement des capacités de gestion des responsables de l'exploitation : le bureau a été totalement renouvelé, les abonnements normalisés, les impayés apurés. Avec de nouvelles installations optimales (plus aucune fuite, un remplissage du château d'eau en 2,5 fois moins de temps),

l'équilibre de l'exploitation repose surtout sur une rigueur des gestionnaires et des techniciens en charge de l'entretien et de la maintenance. Des dépenses d'urgences mal maîtrisées engendrent souvent des surcoûts non conformes à une gestion efficace. Après six mois d'exploitation, le comité de gestion espère ainsi pouvoir diminuer le prix de l'eau pour atteindre 500 FCFA/m<sup>3</sup>, contre 650 FCFA auparavant, un prix très élevé pour la zone ;

- appui au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage communale. Le maire a participé au processus de décision et de mise en œuvre du projet, et un travail de concertation permanent avec le comité de gestion est en cours d'achèvement ;

- mise en œuvre de stratégies d'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement avec la commune et les usagers.

A l'issue de cet accompagnement, le travail de suivi-contrôle technique et financier du comité de gestion se poursuivra puisque ce dernier rejoint les AUEP audités semestriellement par le bureau de conseil 2AEP sur la base d'un mandat de l'Etat malien. Cette prestation est financée par une redevance sur le m<sup>3</sup> d'eau vendu et intègre les charges du compte d'exploitation.

Le programme se poursuit en 2008 avec le projet d'interconnexion entre les villages de Gory Banda et Yaguiné Banda, où l'absence de ressource pérenne sur le premier village a conduit les populations et leurs autorités à mutualiser leurs efforts pour bénéficier d'une adduction commune à 3 500 habitants.

Ce projet présente l'originalité de se dérouler sur deux communes rurales du Mali qui doivent alors, entre autres questions, se partager la maîtrise d'ouvrage des installations. Ce cas de figure, peu répandu encore au Mali en ce qui concerne la question de l'eau, par-



Guillaume Aubourg

## COÛT DU PROJET

Année 1 : réhabilitation et extension du réseau d'eau potable de Yélimané	310 000 €
Fondation Véolia	200 000 €
SEDIF	100 000 €
Migrants	10 000 €

Ces coûts comprennent les investissements et les mesures d'accompagnement mais n'incluent pas l'expertise mobilisée au sein de Véolia Waterforce-Waterdev à travers son équipe de permanents et ses volontaires présents sur le terrain pour les différentes études et durant toute la durée du chantier (10 mois).

ticipé ainsi à encourager l'intercommunalité et à trouver des réponses au partage des responsabilités et à la gestion commune des futures infrastructures.

Là encore, le travail de concertation mené en amont de la solution technique entre les partenaires et les bénéficiaires a été primordial

et décisif pour arriver à concevoir une solution et un fonctionnement que nous espérons pérenne. ●

## Contacts

Véolia Waterforce-Waterdev  
52, rue d'Anjou 75008 Paris  
• isabelle.vulliez@veoliaeau.fr  
• frederique.hery@veoliaeau.fr

## ISIIMM, un programme euro-méditerranéen de MedaWater

# Un nouveau dispositif pour la gestion d'une irrigation raisonnée

« *Développer une gestion intégrée et équilibrée des ressources en eau et de son utilisation, en respectant l'environnement, pour une agriculture irrigable économiquement viable* », tel est le concept qui a servi de base à l'élaboration du projet « *Innovations sociales et institutionnelles dans la gestion de l'irrigation en Méditerranée* » (ISIIMM) porté par Agropolis International (France), en collaboration avec des agriculteurs, des professionnels du développement et autres acteurs du secteur de l'eau.

ISIIMM (Innovations sociales et institutionnelles dans la gestion de l'irrigation en Méditerranée) est un projet du programme régional euro-méditerranéen pour la gestion locale de l'eau (EU-MEDA Water) financé par la Commission européenne. Celui-ci implique six pays : Egypte, Espagne, France, Italie, Liban et Maroc. Le but du ISIIMM est de partager les expériences et de construire de nouvelles perspectives pour une gestion durable de l'eau dans les systèmes agricoles méditerranéens, fondées sur une commune perception de six dimensions clés : sociale, institutionnelle, historique, agricole, territoriale, hydrologique et hydraulique.

Une démarche comparative et progressive, basée sur la participation, a été adoptée entre les différentes parties prenantes en provenance de onze zones d'étude sélectionnées : au Maroc, au Liban, en Égypte, en Italie, en France et en Espagne, pays où l'eau joue un rôle essentiel dans la vie sociale et économique.

Les objectifs à la fois ambitieux et complexes du programme ISIIMM se sont inscrits dans le cadre d'une coopération entre les réseaux régionaux. De nombreuses équipes multinationales et multisectorielles ont collaboré, avec l'appui et le soutien organisationnel des partenaires de ce projet. Avec comme objectif principal d'aider les communautés rurales locales à s'adapter aux nouveaux problèmes qui résultent de la pression sur l'approvision-

nement en eau, deux priorités ont guidé les actions programmées : travailler d'une part avec les organisations locales d'irrigation et d'autre part avec les professionnels du développement.

### Des objectifs spécifiques pour chaque bassin versant

Diagnostiquer des actions à mener dans chacun des 11 bassins versants (études de cas nationaux et locaux) afin de dégager de nouvelles perspectives pour le développement de politiques en irrigation qui contribuent au développement de nouveaux comportements de partage de l'eau et des innovations institutionnelles. Ce diagnostic s'est focalisé sur les conditions et objectifs spécifiques de chaque bassin versant, en utilisant une approche participative fondée sur la documentation existante ainsi que sur l'évaluation des experts scientifiques.

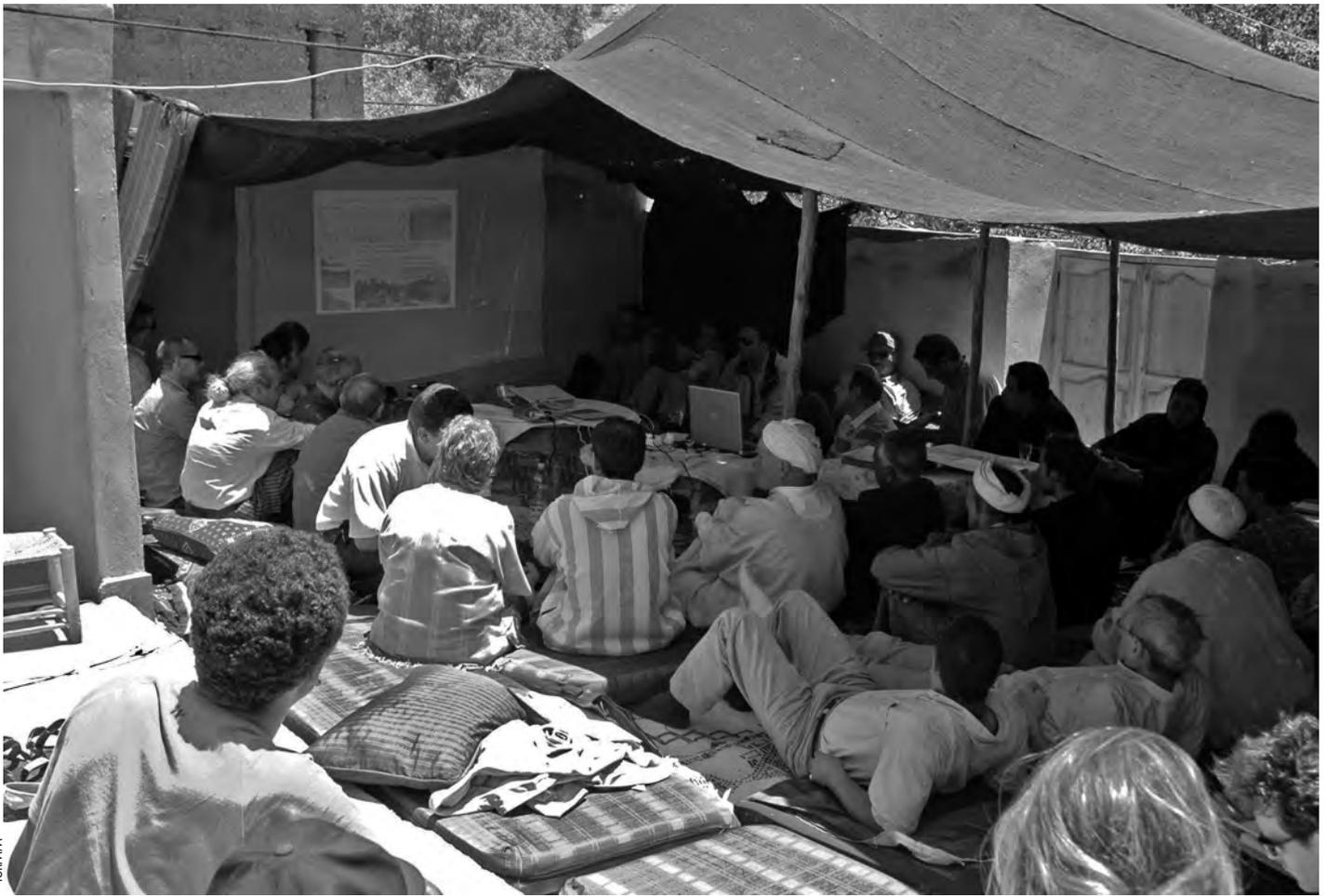
Les innovations sociales et institutionnelles ont été abordées au travers d'actions concrètes sur le terrain et une série importante d'ateliers de formation et de séminaires d'échange complétés par des visites de terrain avec des agriculteurs, des responsables

### LES PARTENAIRES EUROPÉENS DU ISIIMM

- En France: la chambre régionale d'agriculture du Languedoc-Roussillon (CRALR), et VERSeau Développement ; en Italie, Autorità di Bacino dei fiumi Isonzo, Tagliamento, Livenza, Piave, Brenta-Bacchiglione (ABAA), Fondazione Eni Enrico Mattei (FEEM) ; en Espagne, Universidad Politécnica de Valencia (UPV), Unidad Sindical de Usuarios del Júcar (USUJ).

### LES PARTENAIRES MEDA

- En Egypte : Center for Rural Development Researches and Studies (CRDRS), Egyptian Association for Sustainable Rural Development (EARSUD).
- Au Liban : Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Zahle et de la Bekaa (CCIAZ).
- Au Maroc : University Cadi ayyad (UCAM), Association Al Majal.



ISIIMM

d'organismes publics et des gestionnaires de canaux. Au total, 19 ateliers et séminaires internationaux et 35 réunions et formations locales et nationales ont été organisées avec la participation de plus de 1 500 personnes afin de permettre à des groupes cibles d'acquiescer une vision plus large des problèmes de gestion de l'irrigation en Méditerranée.

Des actions concrètes – le micro-projet SWaMMA de gestion des déchets solides à Mostafa Agha en Egypte, le cas de l'AIRMF (Association des irrigants des régions méditerranéennes françaises) en France, celui de l'Association des irrigants au Liban, une plus large participation des parties prenantes dans la prise de décision au Maroc et une multi-partici-

**Une démarche basée sur la participation a été adoptée entre les différentes parties prenantes. Onze zones d'étude ont été sélectionnées : le Maroc, le Liban, l'Égypte, l'Italie, la France et l'Espagne, où l'eau joue un rôle essentiel dans la vie sociale et économique.**

pation des acteurs concernés au niveau régional et local en Italie et en Espagne) ont été initiées avec des acteurs locaux. Ces actions pourront être poursuivies grâce aux fortes relations développées.

Afin de rassembler et de diffuser les résultats obtenus par ISIIMM, le système d'information OSIRIS (Système d'organisation de l'information et de la recherche sur les sociétés d'irrigation) a été au cœur de toutes les activités du projet. Des études comparatives ou systémiques des différentes formes de coordination entre les institutions ont été intégrées dans OSIRIS, et ont servi d'outils pour les innovations institutionnelles :

**[www.isiimm.agropolis.fr](http://www.isiimm.agropolis.fr)**

Un effort concerté a par ailleurs été fourni pour distribuer cette infor-

mation à travers des livres, films, bulletins d'information, guides et autres médias. Le programme ISIIMM a contribué à l'apprentissage mutuel et au transfert de connaissances au niveau local, national et régional.

#### **Contacts**

- Chef de file :  
Agropolis International (France)  
Av. Agropolis, F-34394, Montpellier  
Cedex 5  
[www.agropolis.fr](http://www.agropolis.fr)
- Michel Soulié : [soulie@agropolis.fr](mailto:soulie@agropolis.fr)

## INFO ACTUALITÉS

**Première édition de la Semaine africaine de l'eau**

Tunis du 26 au 28 mars 2008

Le conseil des ministres africains de l'eau est composé des ministres africains responsables de l'eau. Son mandat est d'assurer un leadership politique, d'imprimer des orientations et de promouvoir l'approvisionnement, l'utilisation et la gestion des ressources hydriques en vue d'assurer le développement et l'exploitation durable des écosystèmes africains.

Lors de sa sixième session ordinaire tenue au Congo-Brazzaville en mai 2007, le conseil a convenu d'institutionnaliser une Semaine africaine de l'eau, dont la première édition se tiendra à Tunis du 26 au 28 mars 2008. Le thème choisi pour cet événement est « Accélérer la sécurité de l'eau pour le développement socio-économique de l'Afrique ». Principal objectif : créer un forum pour les professionnels africains du secteur, les parties prenantes et les partenaires afin d'échanger sur les opportunités et les défis relatifs au renforcement de la sécurité de l'eau afin de favoriser le développement socio-économique en Afrique. Cette Semaine permettra aussi de formuler des stratégies, des politiques et des actions concrètes en matière de développement et de fourniture des ressources hydriques dans un contexte de changements climatiques.

Les débats tourneront autour des sujets suivants : les leçons tirées à l'échelle internationale relativement à l'atteinte de la sécurité de l'eau ; les défis posés par la sécurité de l'eau et l'assainissement ; les investissements requis en infrastructure pour atteindre la sécurité de l'eau ; les efforts nécessaires pour améliorer le système d'information et d'expertise dans le domaine de l'eau ; les défis sociaux et environnementaux liés au développement d'infrastructures hydriques ; les rôles des parties prenantes et le développement de partenariats.

**Contact**

Yvan Cliche (email: [y.cliche@afdb.org](mailto:y.cliche@afdb.org))  
T. +216 71 10 23 87



## INFO MEDIA

[www.mdgmonitor.org](http://www.mdgmonitor.org)

**Un nouveau site sur les Objectifs du Millénaire**

[www.mdgmonitor.org](http://www.mdgmonitor.org) est un nouveau site Internet du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), qui permet de suivre la situation de chaque pays par rapport aux Objectifs du Millénaire. Basées sur des chiffres récents de l'ONU, des cartes interactives offrent une information visuelle par pays sur le nombre d'habitants devant vivre avec moins d'un dollar par jour, le taux de mortalité infantile, etc.

**Au-delà de l'eau****Film de Didier Bergounhou, Coproduction La Lanterne - RTV 2007**

Ce film nous plonge au cœur du Sahel, dans des villages aux frontières du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Ici, la rareté des pluies rend l'agriculture très difficile et réduit le cheptel. L'approvisionnement en eau potable n'est souvent pas assuré. Une situation qui conduit de nombreux Sahéliens à s'exiler dans d'autres pays. Quand l'eau est accessible, ces femmes et ces hommes deviennent les acteurs du développement de leurs villages, ils élaborent des projets et investissent. Des initiatives porteuses d'un formidable espoir sont réalisées. Ce documentaire en est le témoignage.

**Contact**

[www.lalanterne.fr](http://www.lalanterne.fr) - [info@lalanterne.fr](mailto:info@lalanterne.fr)

## INFO FORMATION

**7<sup>e</sup> Atelier international pour les jeunes chercheurs en environnement**

Paris - 12 au 16 mai 2008

Depuis cinq ans le CEREVE organise, dans le cadre de l'Université de l'eau du conseil général de Val-de-Marne, un atelier international pour les jeunes chercheurs en environnement (eaux urbaines, sciences exactes et sociales confondues). Les participants sont invités cette année à réfléchir sur les besoins de gestion intégrée et citoyenne de l'eau dans les zones urbaines et les enseignements à puiser des expériences des pays développés et en développement. Les quatre jours du séminaire sont dédiés à la présentation des travaux individuels de recherche et à la conception de projets de recherche de coopération Nord-Sud. L'inscription et l'hébergement sont gracieusement offerts par le conseil général de Val-de-Marne aux 30 candidats retenus. **Niveau requis**: doctorat en cours ou obtenu depuis moins de 3 ans. Langue : anglais.

**Contact** : CEREVE France – Université Paris 12 – UFMG EHR Brazil – IRD (sous réserve) – Association H2o Paris – Conseil général de Val-de-Marne  
• [www.yes.h2o.net](http://www.yes.h2o.net) • [www.enpc.fr/cereve/www-yes](http://www.enpc.fr/cereve/www-yes)  
• [martin.seidl@cereve.enpc.fr](mailto:martin.seidl@cereve.enpc.fr)

## INFO EXPO

**Les défis de l'eau**

Du 29 janvier au 26 avril 2008,  
au Pavillon de l'eau

Photographies de Didier Bergounhoux,  
Loïc et Geoffroy de La Tullaye

Eau de Paris et la Ville de Paris vous invitent à découvrir l'exposition « Les défis de l'eau » qui se tient en avril prochain au Pavillon de l'eau. Cette exposition se veut une évocation non exhaustive de situations actuelles et de solutions possibles. A travers des exemples en Afrique et en Asie, elle cherche à présenter le plus concrètement possible la vie de populations n'ayant pas accès à l'eau et à l'assainissement. Le public découvrira également le dispositif mis en oeuvre par la Ville de Paris pour favoriser l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations les plus démunies et la participation des Parisiens aux projets conduits.

L'exposition s'ouvre sur une présentation de la situation mondiale et propose ensuite la possibilité de s'intéresser à la problématique de la région subsaharienne, en zone rurale et urbaine, ainsi qu'à celle de l'Asie du Sud-Est à travers un exemple au Cambodge. Le parcours, à la fois informatif et poétique, offre une pluralité de visions faisant intervenir tant l'expérience d'opérateurs du développement que la vision personnelle et artistique du photographe ou la présentation réaliste et ludique d'objets de la vie quotidienne.

L'exposition « Les défis de l'eau » s'adresse à tous les publics, enfants comme adultes, familles et scolaires. Des conférences et des projections de documentaires se dérouleront pendant toute la durée de l'exposition de fin janvier à fin avril 2008.

**Contact**

Pavillon de l'eau, 77, avenue de Versailles  
75016 Paris. T. 01 42 24 54 02  
Entrée gratuite, du mardi au vendredi de 10 h 00  
à 18 h 00 et le samedi de 11 h 00 à 19 h 00  
avec visites guidées



## INFO PUBLICATIONS

**Le Monde Arabe face au défi de l'eau : enjeux et conflits.**

Mutin, Georges (mise à jour  
en 2007 de l'ouvrage édité en  
2000), Service général des  
publications de l'université Lyon2

Sous le triple choc de la sécheresse, des pollutions, de la croissance spectaculaire des besoins consécutifs à l'augmentation de la population et à la croissance urbaine, la ressource naturelle que l'on croyait inépuisable, disponible à jamais, devient un bien économique rare. Le monde arabe est la région du monde où la disponibilité par habitant est la plus faible. Conflits et concurrences se multiplient pour le partage d'une ressource précieuse - mais parfois gaspillée - entre les différents utilisateurs. Ils ne feront que s'aviver dans les années à venir. Les discordes entre pays riverains des grands fleuves qui traversent le monde arabe (le Nil, le Tigre et l'Euphrate) sont de plus en plus difficiles à gérer. En Palestine, avec le contrôle des eaux du Jourdain, c'est une hydro-stratégie qui est à l'oeuvre. Partout, la ville, l'usine, les champs se disputent une eau de plus en plus coûteuse à mobiliser.

**Contact**

<http://archives.univ-lyon2.fr/272>

**Le lexique 6 langues de l'eau**

Par Collectif, 17 x 24 cm, 788  
p., 106 euros TTC

Six langues pour comprendre tout ce qui s'écrit et se publie dans le domaine de l'eau : français, anglais, allemand, espagnol, italien, portugais. Cet ouvrage contient près de 5 000 termes techniques en usage dans le domaine de l'eau,

tous traduits dans chacune de ces six langues. Ce lexique pratique et clair est un outil essentiel pour exploiter facilement et précisément tout ce qui s'écrit et se publie dans l'une de ses six langues. Les codes d'accès et mots de passe à la version Internet sont fournis avec la version papier.

**Guide Macrophytes : recommandations techniques pour la conception et la réalisation des filtres plantés de roseaux**

Cemagref 2005

Document téléchargeable sur :  
[www.lyon.cemagref.fr/qe/epuration/index.shtml](http://www.lyon.cemagref.fr/qe/epuration/index.shtml)

**Les modes de gestion des services d'eau potable en milieu rural**

Compte-rendu de la journée  
débat du pS-Eau le 8 mars  
2007, 39 p., pS-Eau/SEDIF, Paris

Le 8 mars 2007, le syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif) et le pS-Eau ont organisé une rencontre concernant « les modes de gestion des services d'eau potable en milieu rural ». Trois exemples de mode de gestion ont été présentés en provenance du Laos, de Madagascar et du Tchad ; deux élus africains (Ama-dou Ly Belko, maire de Torodi au Niger et André Todjé, maire de So Ava au Bénin) ont également témoigné de leurs expériences de maîtrise d'ouvrage locale.

Le compte-rendu des présentations ainsi qu'une synthèse des débats sont désormais disponibles sur le site du pS-Eau : [desilles@pseau.org](mailto:desilles@pseau.org)



## Concertation régionale en Artois / Nord Pas de Calais

**Le 30 novembre 2007, s'est déroulée à Lille la rencontre régionale «Coopération internationale eau et assainissement : enjeux et pratiques, des outils pour agir».**

Ce colloque, qui s'est tenu dans les locaux de Lille Métropole Communauté urbaine, a été proposé et mis en œuvre par un comité de pilotage réunissant Région, Département du Nord, Lille Métropole Communauté urbaine, Agence de l'eau, Lianes Coopération et le pS-Eau. La journée qui a rassemblé un très grand nombre d'acteurs a permis d'atteindre ses objectifs : échanger et apporter des nouveaux éléments d'information aux porteurs de projets venus nombreux (près de 140 participants).

Pour prolonger la réflexion des acteurs régionaux, soutenir leur mobilisation et les accompagner dans leurs démarches de conception de projets, Lianes Coopération et le pS-Eau ont édité un guide. Conçu comme un recueil d'informations utiles, il présente : les enjeux et les besoins à couvrir en matière d'accès aux services d'alimentation en eau potable et d'assainissement ; les expériences, les outils et les atouts des acteurs régionaux de coopération décentralisée et non gouvernementale ; les dispositifs d'appui techniques et financiers disponibles pour les acteurs en région Nord - Pas de Calais et sur le bassin Artois-Picardie.

### Quelques outils :

- La note de cadrage, le programme ainsi que les actes de la rencontre.
- Le Répertoire des acteurs de la coopération internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.
- Le Guide de la coopération Nord - Pas de Calais dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

[www.lianescooperation.org/spip.php?article833](http://www.lianescooperation.org/spip.php?article833)



### Programme Solidarité Eau

32, rue le Peletier  
75009 Paris  
tél. : 33 (0)1 53 34 91 20  
fax : 33 (0)1 53 34 91 21  
e.mail : [pseau@pseau.org](mailto:pseau@pseau.org)  
internet : [www.pseau.org](http://www.pseau.org)

### La lettre du pS-Eau n° 55

Responsable de la publication :  
Pierre-Marie Grondin

Rédacteur en chef :  
Guillaume Aubourg

Ont participé à ce numéro :

Guillaume Aubourg  
Christophe Brossé  
Denis Dangaix  
Alain Dutemps  
Frédérique Héry  
Pierre-Marie Grondin  
Christophe Le Jallé  
Mireille Murawski  
Michel Soulié  
Michel Taquet  
Bruno Valfrey  
Véronique Verdeil

Conception graphique,  
réalisation : Solange Münzer

Impression : Dumas Titoulet